

CONTRAT

Entre :

La Free Software Foundation France

Association loi de 1901 déclarée à la préfecture de Paris dont le siège social est situé 12 bd Magenta 75010 Paris, représentée par son Président, M. Couchet.

Ci-après désignée « **la FSF** »,

d'une part

Et

M. Harald Welte

ayant la profession de [...], née le [...], domicilié [...], République Fédérale d'Allemagne, de nationalité allemande

d'autre part

1 Préambule

- 1.1 La FSF est une association ayant pour objet de promouvoir le Logiciel Libre (Free Software) en France. Dans ce cadre, la FSF a notamment pour mission de défendre les droits des auteurs de logiciels libres et de veiller aux respects des licences d'utilisation des logiciels libres, notamment la GNU GPL.
- 1.2 M. Harald Welte est l'un des auteurs du logiciel « IPtables » distribué sous licence GNU GPL. Ce logiciel est notamment inclus au système d'exploitation GNU/Linux, dans ses différentes distributions sous licence GNU GPL.
- 1.3 La FSF a constaté que la société française Free, fournisseur d'accès internet et opérateur de communications électroniques, a inclus des logiciels sous licence GNU GPL, dont le logiciel « IPtables », dans les boîtiers « Freebox » qu'elle distribue pour permettre à ses abonnés d'accéder à son réseau. Cette distribution s'opère selon elles sans que l'existence des logiciels GNU GPL reproduits dans la Freebox soit portée à la connaissance du public et sans qu'il soit offert aux utilisateurs la possibilité d'accéder aux codes source de ces logiciels.
- 1.4 Les parties considèrent l'une et l'autre que cette distribution, dans les circonstances rappelées ci-dessus, constitue une violation de la licence GNU GPL et, par conséquent, des droits d'auteur de M. Harald Welte sur le logiciel « IPtables ».
- 1.5 M. Harald Welte et la FSF souhaitent obtenir devant les juridictions françaises compétentes la cessation des agissements illicites exposés ci-dessus et la réparation du dommage causé à M. Harald Welte (étant entendu que la licence sur « iptables » est gratuite et que l'évaluation de ce dommage ne sera pas basée sur un prix théorique de cession du logiciel) et aux intérêts collectifs des membres de la FSF.
- 1.6 En conséquence, les parties ont décidé de coopérer dans les termes du présent contrat, (ci-après le « Contrat »), aux fins d'obtenir la cessation et à réparation des agissements illicites exposés au présent préambule.

2 Objet

- 2.1 Par le présent contrat, M. Harald Welte donne mandat exclusif à la FSF d'accomplir, en son nom et pour son compte, toutes démarches et de conclure tous contrats pour la mise en œuvre des actions judiciaires ou extra-judiciaires requises pour obtenir la cessation et la réparation des agissements considérés comme étant illicites tels qu'ils sont rappelés au préambule.
- 2.2 En aucun cas le Contrat ne limite la liberté de la FSF d'agir pour la défense de ses intérêts ou des intérêts collectifs de ses membres.
- 2.3 Le Contrat ne peut être interprété comme mettant à la charge de la FSF une obligation de conseil et d'assistance au bénéfice de M. Harald Welte, lequel devra se faire assister, s'il le juge nécessaire, par un avocat librement choisi par lui.

3 Coopération des parties pour la phase extra-judiciaire

- 3.1 M. Harald Welte autorise la FSF à :
 - utiliser le nom de M. Harald Welte dans toute campagne de communication dans le public, sur tous supports, afin d'informer le public des agissements exposés dans le préambule ;
 - négocier avec la société Free toutes solutions qui permettrait de mettre un terme amiable au litige par l'engagement de la société Free (i) à indiquer à sa clientèle, par tout moyen approprié, la présence de logiciels sous licence GNU GPL dans les Freebox distribuées et (ii) à offrir à sa clientèle, par tout moyen approprié, l'accès aux codes source de ces logiciels ;
 - choisir tout avocat compétent sur le territoire français pour lui confier la défense des intérêts de M. Harald Welte, étant précisé que M. Harald Welte s'engage à confirmer à l'avocat désigné la défense de ses intérêts et le mandat de le représenter en justice.
- 3.2 Dans le cadre de cette action, la FSF s'engage à supporter seule les honoraires d'avocat désigné et frais associés.
- 3.3 La FSF s'engage à tenir informé M. Harald Welte de l'ensemble des démarches entreprises par elle dans le cadre de cette phase.

4 Coopération des parties pour la phase judiciaire

- 4.1 M. Harald Welte confirme sa décision d'engager une action judiciaire à l'encontre de la société Free dans l'hypothèse où des négociations amiables avec cette société ne permettraient pas d'aboutir à un accord satisfaisant pour les deux parties.
- 4.2 La FSF pourra également choisir de participer à ladite action, à son choix, pour la défense des intérêts collectifs de ses membres, notamment par voie d'intervention volontaire.
- 4.3 Les parties choisiront d'un commun accord l'avocat à mandater pour introduire ladite action et représenter M. Harald Welte en justice.
- 4.4 Dans le cadre de cette action, la FSF s'engage à supporter seule les honoraires

d'avocats et frais associés (notamment frais d'huissier, de greffe, débours, frais de traduction, frais de justice...).

- 4.5 En cas de débouté et de condamnation pécuniaire à l'encontre de M. Harald Welte, soit au titre d'une décision de justice devenue définitive, soit au titre d'une décision assortie de l'exécution provisoire, la FSF s'engage à régler pour son compte le montant des condamnations prononcées à l'encontre de M. Harald Welte, y inclus les dépens et indemnités prononcées au titre de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile.
- 4.6 En cas (i) de succès de l'action et obtention par M. Harald Welte de dommages et intérêts ou indemnités au titre de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile ou (ii) en cas de transaction intervenant en cours de procédure permettant à M. Harald Welte d'obtenir un dédommagement, M. Harald Welte s'engage à rembourser à la FSF l'intégralité des frais et honoraires engagés par elle conformément à l'article 4.4 ou la partie de ces frais couverte par le montant des indemnités obtenues.
- 4.7 M. Harald Welte s'engage à apporter tout son concours à la procédure engagée, notamment en fournissant les documents, attestations, informations en sa possession jugés utiles par l'avocat mandaté au succès de la prétention.
- 4.8 Dans l'hypothèse où M. Harald Welte souhaiterait se désister de l'instance engagée, la FSF pourra, si elle le souhaite et à ses frais, poursuivre ladite instance si celle-ci est partie à l'instance lors du désistement de M. Harald Welte.
- 4.9 Dans l'hypothèse où la partie adverse n'acquiescerait pas au désistement de M. Harald Welte, M. Harald Welte supportera seul les frais et honoraires nécessaires à la défense de ses intérêts pour la poursuite de l'action engagée par lui, étant précisé que l'ensemble des frais déjà engagés par la FSF au jour de la demande de désistement resteront à la charge de la FSF.
- 4.10 Une convention tripartite sera signée entre M. Harald Welte, la FSF et l'avocat mandaté reprenant les termes du présent article et indiquant que l'avocat mandaté demandera le paiement des honoraires convenus à la FSF uniquement.

5 Caractère gratuit du mandat

- 5.1 La FSF étant une association à but non lucratif, il est convenu que le Contrat est conclu à titre gratuit. En conséquence, la FSF ne sollicitera de M. Harald Welte aucune rémunération pour l'accomplissement de la mission qui lui est confiée et supportera entièrement les frais et charges engagés pour l'accomplissement de la mission.

6 Durée du Contrat

- 6.1 Le Contrat entre en vigueur à compter de sa signature par les deux parties pour une durée indéterminée.
- 6.2 Dans l'hypothèse où une action judiciaire serait engagée à l'encontre de la société Free, le Contrat ne pourra pas être résilié avant la complète exécution du jugement, si celui-ci est assorti de l'exécution provisoire ou s'il n'a pas été interjeté appel du jugement.

7 Langue

7.1 Le Contrat est établi en Français et seule la version française fait foi.

8 LOI APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS

8.1 Le Contrat est régi par le droit français.

8.2 LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS SERA SEUL COMPETENT POUR CONNAITRE DE TOUT LITIGE ENTRE LES PARTIES A PROPOS NOTAMMENT DE LA FORMATION, DE L'EXECUTION, DE L'INTERPRETATION, DE LA RESILIATION OU DE LA RESOLUTION DU CONTRAT ET CE Y COMPRIS POUR LES PROCEDURES CONSERVATOIRES, LES PROCEDURES D'URGENCES, EN CAS DE REFERE, D'APPEL EN GARANTIE, DE REQUETE OU DE PLURALITE DE DEFENDEURS.

Fait à _____

Le _____

En 2 originaux.

Pour la FSF

M. Harald Welte

Par :
